



Section locale 1285
23, chemin Regan, bureau 1
Brampton (Ont.) L7A 1B2

UNIFOR
Local 1285 | Canada

Tél. : 905-451-8310
Télec. : 905-450-6877

JASPAL BRAR
président

VITO BEATO
1^{er} vice-président

DANNY PRICE
2^e vice-président

ARDIS SNOW
secrétaire aux finances

BILL TURNER
secrétaire rapporteur

Le 31 juillet 2018

À l'intention du greffier du Comité permanent du commerce international,

Nous vous écrivons au nom de la Section locale 1285 d'Unifor afin de souligner que les tarifs douaniers proposés contre les fabricants canadiens d'automobiles et de pièces de voiture auraient selon nous une incidence négative sur les travailleurs et les collectivités des deux côtés de la frontière.

L'imposition de tarifs douaniers n'est pas une solution, comme cette intervention ne ferait qu'entraîner une guerre tarifaire sans vainqueur. De plus, l'adoption rapide de l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) que souhaitent les conservateurs menacerait aussi le secteur canadien de l'automobile, comme cet accord risque de restreindre les investissements étrangers.

Notre Section locale de Brampton représente 22 lieux de travail, donc 5700 travailleurs et 1900 retraités environ. Le plus grand employeur de notre Section locale est l'usine de montage de Brampton du groupe FCA, où travaillent plus de 4000 personnes, salariées et au taux horaire; de cette usine dépendent d'autres services : fabrication de pièces, livraison, alimentation, conciergerie et traitement de déchets chimiques.

Mentionnons également l'effet de ces activités sur des milieux de travail, des emplois et des entreprises qui ne concernent pas le secteur de l'automobile et des pièces de voiture, mais ne survivraient peut-être pas sans lui.

Le secteur de l'automobile et des pièces de voiture est très important pour notre économie, en particulier celle de Brampton. Ainsi, nous avons besoin de stabilité et de sécurité afin que ce secteur reste prospère pour les gens et les collectivités de Brampton et des environs.

Usine de montage de Brampton

L'usine de Brampton emploie plus de 4000 personnes (salariées et au taux horaire). Deux équipes d'assemblage et trois équipes de travailleurs spécialisés se relaient à ce jour essentiellement six jours sur sept pour monter la Dodge Challenger, la Dodge Charger et la Chrysler 300. Ce lieu de travail est actuellement à l'arrêt cinq semaines pour la reconstruction de l'atelier de peinture et d'autres travaux liés à l'outillage. Cette reconstruction de l'atelier de peinture est une première étape en vue des investissements qui permettront la fabrication de produits novateurs ou de remplacement et garantiront l'avenir de nos membres et de la collectivité.

D'autres lieux de travail, comme Android, Abednego, Syncreon, Oakley, Mopar Parts, LINC, Compass, T.I. Automotive et Team, qui emploient plus de 600 personnes, sont aussi directement touchés, et c'est sans mentionner les entreprises qui ne sont pas membres du syndicat de notre Section locale. Ces chiffres ne sont pas que quantitatifs; ils concernent des gens qui ont des familles et dont le pouvoir d'achat dépend d'emplois qui stimulent l'économie de notre collectivité et de la région.

Une riposte tarifaire contre des produits américains est-elle opportune?

Non. L'imposition de tarifs sur des produits américains favoriserait une escalade de la guerre commerciale, ce qui pourrait faire encore plus mal aux travailleurs de part et d'autre de la frontière. Cela dit, ces mesures prises contre le Canada au titre de l'article 232 de la loi sur l'essor commercial des États-Unis sont injustifiées, et il faut y répondre de manière ciblée. Le gouvernement fédéral doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour éviter une guerre commerciale, notamment rappeler au département du Commerce le principe de réciprocité qui régit le commerce bilatéral entre nos deux pays dans le secteur de l'automobile. Par exemple, de janvier à mai 2018, la valeur des exportations canadiennes (véhicules finis, pièces, carrosseries et remorques) vers les États-Unis a atteint 30,2 milliards de dollars, et celle des importations en provenance des États-Unis, 30,5 milliards de dollars.

Les États-Unis ne sont pas seulement notre voisin, mais aussi notre principal partenaire commercial. Même si le message est bien sûr déjà passé aux Américains, les gouvernements doivent le répéter.

Que pouvons-nous faire?

Nos gouvernements doivent faire tout ce qu'ils peuvent afin que le secteur canadien de l'automobile se stabilise malgré l'imposition possible de tarifs douaniers par les États-Unis. Tous les ordres de gouvernement doivent utiliser l'ensemble des instruments à leur disposition pour éviter les pertes d'emplois et les préjudices à la collectivité, en particulier des mesures d'aide financière pour les lieux de travail touchés (directement et indirectement), des mesures d'aide au revenu bonifiées et des programmes sociaux étendus, comme le programme d'assurance-médicaments, afin que notre économie ait un avantage concurrentiel.

Pendant que la renégociation de l'ALENA se poursuit, le Canada doit rester ferme afin que l'accord commercial n'avantage pas qu'une partie, mais soit équitable pour les trois pays et leurs citoyens. Toutes les parties ont l'occasion d'avoir des échanges constructifs en faveur d'un commerce équitable, au lieu d'adopter une approche destructrice et d'attaquer d'autres pays.

Jaspal Brar, président

Vito Beato, 1^{er} vice-président

Danny Price, 2^e vice-président